

20  
janvier  
1988

**Arrêté  
concernant la perception d'émoluments lors  
de la procédure d'autorisation de pose  
de réclames routières sur les voies publiques  
ou à leurs abords, ainsi que le placement de signaux  
ou d'apposition de marques de fonds privé**

Etat au  
1<sup>er</sup> janvier 2011

*Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,*

vu la législation sur la circulation routière<sup>1)</sup>;

vu la loi d'introduction des prescriptions fédérales sur la circulation routière, du 1<sup>er</sup> octobre 1968<sup>2)</sup>;

sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du département des Travaux publics,

*arrête:*

Service des ponts  
et chaussées

**Article premier<sup>3)</sup>** Lors de l'octroi d'une autorisation de pose de réclames routières sur les voies publiques ou à leurs abords ainsi que lors de l'octroi d'une autorisation ou d'une approbation de placement de signaux ou d'apposition de marques sur fonds privés, le service des ponts et chaussées perçoit un émolument de décision compris entre 50 francs et 500 francs, à la charge du requérant.

Conseils  
communaux

**Art. 2<sup>4)</sup>** <sup>1</sup>Lors de l'octroi d'une autorisation de pose de réclames routières sur les voies publiques ou à leurs abords, les Conseils communaux des villes de La Chaux-de-Fonds, du Locle et de Neuchâtel perçoivent un émolument de décision, compris entre 50 francs et 200 francs, à la charge du requérant.

<sup>2</sup>Lors de l'adoption d'un arrêté de circulation routière autorisant un propriétaire à placer des signaux ou à apposer des marques sur son fonds privé, les Conseils communaux perçoivent un émolument de décision, compris entre 50 francs et 200 francs, à la charge du requérant.

Recours

**Art. 3<sup>5)</sup>** Les décisions prises par le service des ponts et chaussées et par les Conseils communaux peuvent faire l'objet de recours au Département de la gestion du territoire, puis au Tribunal cantonal, conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives.

RLN XIII 242

<sup>1)</sup> RS 741

<sup>2)</sup> RSN 761.10

<sup>3)</sup> Teneur selon A du 21 décembre 2005 (FO 2005 N° 100)

<sup>4)</sup> Teneur selon A du 10 mai 1989 (RLN XIV 230)

<sup>5)</sup> Teneur selon A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39) et A du 22 décembre 2010 (FO 2010 N° 51) avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2011

Exécution et  
publication

**Art. 4**<sup>6)</sup> <sup>1</sup>Le Département de la gestion du territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui entre immédiatement en vigueur.

<sup>2</sup>Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

---

<sup>6)</sup> Teneur selon A du 24 mai 2006 (FO 2006 N° 39)